

## EN QUELQUES MOTS : DE-CI, DE-LÀ

## L'Algérie malade de la dengue et du «koursisme»

Ne lisez pas dingue mais dengue (en). Celle-ci, selon *El Watan*, du 14 novembre 2007, est une maladie dont les premiers signes ressembleraient à une grippe mais en plus grave et plus compliquée que celle-ci. «Transmise par le moustique tigré, nous dit le professeur Abdelmadjid Bouguermouh, virologue à l'Institut Pasteur, la dengue guette les Algériens». Ce n'est pas la seule bonne nouvelle, la peste, le paludisme, la fièvre jaune, le chikungunya, tous ces superbes cadeaux, ajoutés au virologue, sont pour nous, «grâce» à nos fidèles et dévoués compagnons : les rats et les moustiques. Comment se montrer dubitatif ou se dire étonné, lorsqu'on connaît l'état de saleté de la capitale qui croule sous les ordures ? Et pas seulement Alger, mais toutes les autres villes d'Algérie. Et la peur de croiser sur son chemin un rat bien portant n'est pas le fruit de l'imagination mais hélas bel et bien une triste réalité. Qui est responsable ? Pas moi, répond le ministre de la Santé. Ni moi, rétorque le wali via la Direction de la santé de la wilaya.

Pas moi non plus, renchérissement en chœur l'APC et la société Net.com. Qui donc serait responsable ?

Le citoyen, répondent les susnommés, en pointant leur doigt accusateur. Grand Dieu, comment ne pas y avoir pensé ! Le voilà l'agent pathogène de toutes ces maladies transmissibles : le citoyen lambda heureux de vivre en compagnie des ordures, des rats et des moustiques. Les bidonvilles insalubres que l'on cache aux regards des étrangers en construisant des murs, comme celui qui se trouve juste à côté de la citadelle du Club-des-Pins, est-ce le fait du citoyen ? L'absence des canalisations d'eau dans de nombreux quartiers algériens, et les coupures d'eau intempestives d'une durée pouvant aller jusqu'à trois semaines, les trottoirs et les rues jonchées d'ordures qui ne semblent pas déranger les APC, les walis délégués, et le wali, est-ce le fait du citoyen ? L'absence de dératization par les services concernés (au sens véritable du mot : dératization) est-elle le fait du citoyen ? Le zapping volontaire de Net.com de nombreux rues et quartiers (ceux que n'emprunte jamais le cortège présidentiel) est-il le fait du citoyen ? Les égouts et les regards obstrués (quelques gouttes de pluie et bonjour les dégâts à Alger) est-ce le fait du citoyen ? Poser ces questions dont on connaît les réponses ne relève absolument pas d'une démarche populiste ou démagogique. Il serait vain de nier que l'Algérie manque de civisme (au sens : vivre dans la cité), qu'il ne respecte pas ou si peu les règles d'hygiène et de propreté. Mais des «citoyens» indisciplinés, sales, non citadins, seraient-ils condamnés à la demeure toute leur vie, perturbant ainsi les autres membres de la cité ? Et l'Etat ? N'a-t-il donc aucune responsabilité ? Tandis que je me trouvais à Tunis, il y a de cela quelques années, j'ai vu un homme abreuver la grande artère Habib-Bourguiba de ses crachats. Aussitôt, il fut interpellé par un policier. Le contrevenant était algérien (eh oui !...) Que de fois ai-je entendu des Algériens (mnes) jurer qu'on ne les obligerait jamais à porter la ceinture de sécurité.

Ils n'ont pas hésité à commettre un parjure lorsqu'ils ont su ce qu'il leur en coûterait s'ils tentaient d'en-traver la réglementation routière. L'Etat a pour responsabilité d'éduquer le citoyen plutôt que de l'affaiblir des qualificatifs de «médicore et sale» (Abdelaziz Bouteflika). Eduquer signifie faire montre d'autorité. Pour cela, il ne s'agit pas de mener des campagnes dites d'assainissement comme celle de 1982 aussi stupide qu'inefficace. Pourquoi ne pas penser à une police de proximité qui verbaliserait ? Cela prête à sourire ? Pourtant, la seule injection qui fasse très mal à l'Algérie c'est celle des amendes parce qu'il a horreur de mettre la main à la poche. Pour quelles raisons un piéton traverse-t-il sous le nez et la barbe du policier, hors passage protégé ? Pourquoi voudrait-on nous réduire à l'état de bêtes heureuses de vivre dans la crasse en compagnie des

rats et des moustiques ? Plutôt que de railler feu le président Habib Bourguiba lors de sa visite au Salon du livre (31.10/9/11/2007) au stand des Editions Gallimard, Abdelaziz Bouteflika, toujours prompt à la diatribe lorsqu'il s'agit des autres, devrait se poser sérieusement la question de savoir ce que lui a fait pour les Algériennes et les Algériens que nous sommes. Et que l'on ne me réponde surtout pas : «Etat policier» (Tunisie) car peut-on me dire comment l'on appelle un Etat où l'on répression, censure, corruption, abus de droit, discrimination, régionalisme et état d'urgence se déclinent à tous les temps ? C'est l'Etat qu'est censé diriger Abdelaziz Bouteflika depuis huis ans. Est-ce donc que la faute au citoyen ? Lorsqu'on sait que les hôpitaux grouillent de cafards, de rats et ont très peu de moyens pour soigner, est-ce normal que le ministre de la Santé veuille mettre sous son joug les cliniques privées en introduisant au sein du conseil d'administration de celles-ci un représentant de son ministère, un autre de la Sécurité sociale, un troisième du comité médical et le gestionnaire (directeur technique) sera choisi dans le secteur public ? Que l'on veuille établir des règles de contrôle est une chose, que le service public veuille tirer profit des deniers du privé en est une autre. Dire que les «cliniques sont chères» est tout bonnement du populisme lorsqu'on connaît l'état des hôpitaux. Et les mesures consistant à interdire nourriture et literie sont strictement inutiles car les seuls auxquels il faut rendre hommage, dans ces hôpitaux, ce sont les médecins parce qu'ils exercent leur noble profession dans des conditions intolérables. Enfin, si l'on peut admettre que telle clinique ou telle autre ont perdu de vue tout sens de l'éthique et de la déontologie, l'Etat n'a aucunement le droit de généraliser ces faits car ceux qui ont pleinement confiance en leurs praticiens algériens — et je fais partie de ceux-là — ne demandent pas à aller au Val-de-Grâce ou à bénéficier d'une prise en charge réservée aux proches et aux amis. Ils ont juste la petite ambition de penser qu'avec leurs propres deniers (pas ceux de la rente) ils ont le droit de se faire soigner correctement dans une clinique privée de leur choix. Ces structures privées au nom du populisme déplaisent au ministre de la Santé ? Mais que nous offre-t-il en échange ? Des hôpitaux ? Des mouroirs plutôt.

Le droit à la santé n'est-il pas constitutionnel ? Mais que dis-je ? Que de fois Abdelaziz Bouteflika en huit ans a-t-il torqué le cou à la Constitution ! Le professeur Abdelmadjid Bouguermouh ne sera évidemment pas entendu puisque qu'on aurait préféré l'entendre dire que l'Algérie se porte bien. C'est la seule langue qu'on entend, qu'on comprend et que l'on tolère.

Lorsqu'un cas de dengue, de peste ou autre... puis deux, puis vingt puis cent se déclareront, le ministre dira : «M. Bouguermouh a tiré la sonnette d'alarme mais je n'ai pas eu l'intelligence de la prendre au sérieux», il sera alors promu ministre des Affaires étrangères ou des Finances. L'autre bonne nouvelle, pas si nouvelle que cela, est que l'Algérie n'a aucun moyen de faire face à une éventuelle catastrophe. Parce que, nous dit le professeur Bouguermouh, l'isolement des virus doit se faire dans un laboratoire de haute sécurité qu'on appelle le P3. Or, celui-ci est inexistant.

On ne peut dans le même temps lorsqu'on s'appelle Abdelaziz Bouteflika satisfaisaire son ego en lançant le projet de construction d'une mosquée de trois milliards de dollars grâce à la rente pétrolière — et non aux dons des croyants comme le stipule l'islam — et mettre sur pied au plus vite un P3 beaucoup plus utile aux Algériens que la postérité. En sus de tous ces virus qui nous guettent, il semblerait, selon un psychiatre suisse, Nicolas Sartorius (presse du 8 novembre) qu'il y aurait 2 millions d'Algériens atteints de maladies mentales. Après un colloque sur les haragars, sur les jeunes, les fous ont le droit à «leur» rencontre. La prochaine

fois, il faudra peut-être penser à organiser un séminaire sur le thème «qui soigne qui ?» Ce n'est pas une blague ou une vue de l'esprit.

Nos psychiatres, psychothérapeutes, psychologues ayant absolument vécu les mêmes événements que nous, des traumatismes identiques aux nôtres, ont-ils suffisamment de recul ? Ce n'est pas une critique mais plutôt une question. Enfin, la prise en charge psychiatrique est-elle seulement possible en raison de l'absence de moyens ? Et de quelle thérapie s'agit-il lorsque des victimes du terrorisme sont privées de leur droit légitime à la justice et à la vérité au moment où des émirs sanguinaires partagent à Larbaâ chez l'un d'entre eux, un couscous à la mémoire des victimes qu'ils ont égorgées et mutilées ? (Liberté, 11 novembre 2007, Radar). Ajoutez aux 2 millions de malades mentaux les ministres qui usent des poings, le député qui envoie un sénateur à l'hôpital sans l'aide des docteurs, cette fois-ci, et vous concluez que l'on est bien en dessous du chiffre réel. Et que pourrait donc nous dire un psychiatre sur le comportement de Abdelaziz Bouteflika secouant un professeur d'université à Oran en se saisissant, en 2002, du col de la chemise de l'universitaire parce que celui-ci avait osé revendiquer son droit au logement ? L'image affligeante télévisée serait à rapprocher de celle de Chavez invectivant le roi d'Espagne récemment, aidé en cela par Ortega à la chemise ouverte pour faire plus gauchisant et plus débraillé. Voilà ce qui arrive lorsqu'on mélange les genres... Voilà où mène la démagogie populiste. Il est vrai que le pétrole donne des ailes à défaut d'avoir de la retenue...

Ce ne sont pas les seules maladies dont pourrait souffrir l'Algérie. Il en existe une autre dont elle est atteinte depuis longtemps et qui s'est fortement aggravée sous le règne de Abdelaziz Bouteflika c'est celle du «koursisme» tiré du mot koursi (chaise). Le «koursisme» n'est pas seulement la course pour le siège éjectable, c'est une opinion, une conviction, un mode de pensée, un savoir-faire. Lorsqu'on en est atteint, on ne peut pas s'appeler Mohamed Benichou, Boualem Sansal, le commandant Azzedine, ou Abdelaziz Rahabi.

Le profil du koursiste est bien défini. L'exemple tout à fait récent nous est fourni par Mohamed Moulessoul, alias Yasmina Khadra, nommé et installé mardi 13 novembre 2007 à la tête du Centre culturel algérien à Paris. En d'autres termes, j'aurais vivement et sincèrement applaudi à cette nomination car qui de plus judicieux qu'un homme de culture à la tête d'une structure culturelle et qui plus est à l'étranger ? Pour avoir lu tous les ouvrages — Tous sans exception — de cet écrivain, je ne saurais décrire avec des mots l'admiration sans limites qui était mienne pour sa plume libre et son ton tout aussi libre. L'ex-commandant Mohamed Moulessoul ne m'a pas laissé, quant à lui, indifférent car ce n'est pas commun dans notre pays de voir un homme choisir la plume au détriment de sa carrière.

Mais aujourd'hui Mohamed Moulessoul, alias Yasmina Khadra, ne peut nous interdire — quand même la critique l'insupporte et nous sommes nombreux à avoir conservé le souvenir de son «coup de gueule» contre *El Khabar* qualifiant l'un de ses journalistes de «crimine!» (voir *El Watan* 2 novembre 2006) au café littéraire du Salon du livre en 2006 — de nous poser des questions. Et ce pour une raison évidente. L'homme dit avoir été honoré de la confiance placée en lui par Abdelaziz Bouteflika. Que signifie donc ce mot pour ce dernier lorsqu'on sait que ses ministres nommés, renommés, reconduits par lui, ont été l'objet de colères bouteflikiennes publiques, dix jours, quinze jours après leur nomination ? L'autre raison réside dans le fait que Mohamed Moulessoul, alias Yasmina Khadra, avait publié un réquisitoire très sévère contre le régime actuel dans *El País* (quotidien espagnol) le 1er juin 2007. Je l'avais, pour ma part, lu

dans l'édition du *Soir d'Algérie* du 3 juin 2007. J'ai conservé l'article parce que j'avais trouvé les mots justes et tout à fait conformes la réalité. Je ne pensais pas m'en servir. Aujourd'hui, j'en reproduis quelques extraits : «Dans ce monastère triste et désolé qu'est devenue l'Algérie tous les clochers sont en berne. Fêlés, misérables et laids telle est la fanfare préférée de nos gouvernants... A chaque banqueroute, ils nous promettent de revoir leurs copies et de se corriger et oublient l'essentiel. Ce ne sont pas leurs copies qui sont en cause mais eux-mêmes. Lors des dernières élections législatives, le peuple algérien a été clair. En n'allant pas voter, il leur a signifié qu'il ne voulait plus d'eux. Jamais un taux d'abstention n'a été aussi péremptoire et expéditif. Ce cri de désespoir a-t-il été entendu ? Non ! Les mêmes incompétences nous proposent les mêmes malheurs. Le peuple algérien se retrouve à la case départ : otage du système pourri face aux mêmes incertitudes.» La chronique est plus longue, j'ai choisi quelques extraits les plus significatifs.

Si l'on avait pas eu ce réquisitoire, l'on aurait pu se montrer indulgent et se dire que Mohamed Moulessoul a fait preuve de candeur politique. Mais, que s'est-il donc passé pour que le même Moulessoul, alias Yasmina Khadra, ait soudainement découvert des vertus au «système pourri» ? (ses propos à lui). «La confiance placée en lui» est plutôt à mettre dans le registre langue de bois. Non, la réponse est ailleurs : Mohamed Moulessoul a déclaré aux journalistes présents lors de son installation officielle qu'il préparait un ouvrage sur la réconciliation nationale entre Algériens. Voilà tout est dit dans cette réponse. Inutile de tenter de retrouver le militaire qui dit «avoir cassé du terroriste». Mohamed Benichou continue à faire un tabac avec ses ventes-dédicaces, il mène son combat contre vents et marées, tandis que l'autre... Mais qui est l'autre ? Je ne le connais plus. Mohamed Moulessoul est directeur du Centre culturel algérien à Paris. La page est tournée, définitivement tournée. Je comprends mieux que des compatriotes de bonne foi suspectent souvent des hommes et femmes publics dont la voix est discordante de courir derrière le «koursi». Et pourtant ! Des Algériens (ennes) qui ne vendent pas leur âme, cela existe fort heureusement quand bien même le prix à payer est fort coûteux. C'est le prix de la liberté, celle qui consiste chaque jour à se dire que l'on n'a nullement besoin de gouvernants pour exister et pour vivre. Le «koursisme» comme conviction, comme hobby, fait évidemment courir également les candidats aux APC et APW.

«La raclée électorale» (pour reprendre le titre d'une chronique parue dans le quotidien *Le Matin*, internet) est assurée. Et Nouredine-Yazid Zerhouni ne l'a pas caché. Cependant, se croyant rusé, il impute d'ores et déjà la responsabilité de l'abstention aux partis politiques. Mais voyons ! C'est tellement facile.

Les Algériens n'iront pas voter parce qu'ils savent qu'un maire ne sert à rien et il ne sert à rien parce qu'il ne peut rien et il ne peut rien parce qu'il n'a aucun moyen : que sitôt élu il ne les recevra jamais et ne les regardera plus.

Et Zerhouni aurait dû avant de dire son énigme bourde méditer sur cette phrase extraite d'une chronique parue dans le *Quotidien d'Oran* du 10 novembre : «Les Algériens n'iront pas voter parce que les candidats avant d'être des partisans sont des candidats pour les commandes d'institutions rendues inutiles». Tout est dit et comme les législatives du 17 mai, les municipales du 29 novembre ne susciteront aucun engouement et il était inutile pour le même Zerhouni de chercher une échappatoire en prétextant que ses 3 millions de lettres n'ont pas été transmises par les P et T. Nouredine-Yazid Zerhouni doit se rendre à l'évidence : beaucoup de destinataires de ses sommations ne lui ont pas répondu

Par Leïla Aslaoui  
leila.aslaoui@yahoo.fr



parce qu'il ne leur fait plus peur, sans plus lui que son président.

Et c'est publiquement sous la présidence de Abdelaziz Ziari que le docteur Saïd Sadi s'est adressé à lui librement en lui rappelant «que sa seule fonction était de maintenir le clan d'Oujda».

Pour faire oublier les démissions en cascade et la fronde au sein du FLN, Abdelaziz Belkhadem reparle de 3<sup>e</sup> mandat pour Bouteflika et de révision constitutionnelle. Si tels sont les ambitions et objectifs de ce dernier, il n'aurait absolument pas besoin de Abdelaziz Belkhadem pour les concrétiser. Mais Abdelaziz Belkhadem n'a-t-il donc pas compris qu'il est lâché, largué par celui qui l'a fabriqué ? Si, bien sûr, mais il s'accroche... Alors la bonne question, la vraie question la seule, est celle de savoir pour quelles raisons Abdelaziz Bouteflika n'est plus intéressé par le FLN et ce qui s'y passe actuellement. Pourquoi s'est-il montré évasif et prudent sur l'éventualité d'un troisième mandat ?

Est-ce par ruse, comme le disent certains journalistes ?

Est-ce plutôt en raison de son état de santé qui renvoie l'image d'un homme très fatigué que le pouvoir n'intéresse plus ?

Quand bien même nous ne possédons aucune information à ce sujet (santé), il faudra bien un jour ou l'autre nous affranchir car même le suspense le mieux conçu, le mieux pensé, connaît une fin. Et l'on peut juste espérer que le prochain président qui sortira du chapeau ne sera pas cette fois-ci le «moins mauvais» mais le meilleur. Pour l'instant, on prépare en haut lieu à accueillir le président Nicolas Sarkozy, lequel, révèle la presse, viendrait accompagné du chanteur Enrico Macias, contre lequel je ne nourris personnellement aucune animosité. Car l'anti-sémitisme de Belkhadem est aussi haïssable que son intolérance islamiste. Quel camouflet singulier pour le même Belkhadem ! Mais je ne crois pas personnellement que le président Sarkozy penserait à ramener l'artiste sans l'accord de Abdelaziz Bouteflika qui, en catimini, peut inviter celui-ci, réparant ainsi sa faute tout en refusant croire publiquement qu'il n'y est pour rien.

Abdelaziz Bouteflika nous a habitués à tant et tant de coups tordus, tant de ruses... Ce qui est sûr, c'est que Belkhadem ne dira rien cette fois-ci, car, il a d'autres soucis : ceux qui avaient protesté contre la «justice de nuit» du 4 octobre 2003 (!) devant l'APN sont les mêmes qui demandent son départ aujourd'hui. Juste retour des choses ou fin de règne pour Belkhadem et Bouteflika ?

Que les koursistes profitent, car il n'y en a plus pour longtemps. Nous sommes désormais habitués aux signes politiques avant-coureurs, aux clinquant, qui nous en disent beaucoup plus qu'un discours présidentiel, ou des slogans creux de troubadours effrayés à l'idée de redevenir anonymes.

L. A.

1 - Pour rappel, le 4 octobre 2003, Abdelaziz Bouteflika, via son ministre de la Justice, sommat la chambre administrative (référés) de siéger de nuit pour invalider le 8<sup>e</sup> congrès du FLN ayant régulièrement élu M. Ali Benflis, secrétaire général du FLN.